

**Union européenne - Elections
européennes - Défense - Brexit -
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes avec "Europe1", -
Extraits
(Paris, 07 novembre 2018)**

Q - Bonsoir Nathalie Loiseau, merci d'être en direct avec nous ce soir... Ce débat nous amène naturellement sur les propos de M. Macron au sujet des années trente. Vous avez dit pendant la guerre, après la guerre, il y a l'entre-deux guerre ; ce que craint Emmanuel Macron, ce qu'il a choisi comme combat pour les européennes à venir, - les nationalistes contre les progressistes - aujourd'hui, avez-vous l'impression que ce clivage-là, c'est vraiment la préoccupation des Français ?

R - C'est la préoccupation de tous ceux qui s'interrogent sur le destin de l'Europe car aujourd'hui, Emmanuel Macron a choisi de se battre, mais il n'a pas choisi, il n'a pas inventé les nationalistes. Il les voit, il les nomme et il les combat. Ce que l'on constate, c'est que depuis des années, un certain nombre de partis traditionnels, dirons-nous, se sont habitués à voir monter l'extrême-droite sans réagir. Pire que sans réagir, parfois en s'alliant avec elles. Aujourd'hui au parlement européen, vous avez le parti au pouvoir en Hongrie qui, dans son pays, combat la liberté de la presse, combat l'indépendance de la justice, combat l'indépendance de l'enseignement supérieur de l'université, combat les ONG. Ce parti, qui va à l'encontre des valeurs fondamentales de l'Europe, siège avec la droite traditionnelle. Tout le monde s'est habitué, tout le monde a eu l'air de trouver cela normal. Eh bien nous, nous nommons les choses, nous avons décidé de nous battre pour faire refluer les extrémistes en Europe.

Q - C'est une chose d'avoir une analyse sur la situation, mais la réponse ? Entre le clivage (nationalistes contre progressistes) et une réponse sur le chômage, sur le pouvoir d'achat, voyez la question des carburants comme elle mobilise plus que cette opposition nationaliste contre progressistes ?

R - Précisément, ce que nous voulons, c'est une Europe des solutions, pas une Europe qui vit des problèmes. Aujourd'hui, les nationalistes lorsqu'ils sont au pouvoir, ils enveniment les problèmes et n'apportent jamais de solutions. Concernant les migrations, Viktor Orban dit qu'il n'en veut pas chez lui. C'est un égoïsme national pratique, mais il y a des migrants en Europe et il faut bien s'en occuper.

Sur les questions économiques, sur les questions sociales, Emmanuel Macron l'a d'ailleurs toujours dit, il est contre une Europe ultra-libérale. Et, ce que l'on constate des populistes à travers le monde, c'est qu'en général ils ont un agenda ultra-libéral.

Q - Cela a fait beaucoup sourire ses opposants de gauche, si je puis me permettre, une Europe ultra-libérale qui ne permet plus aux classes moyennes de bien vivre - de la part d'Emmanuel Macron - il faut combattre cette Europe-là ?

R - C'est ce qu'il dit depuis la campagne des présidentielles. Et bien sûr qu'il faut combattre cette Europe-là ! C'est tout l'objet des propositions que nous avons faites depuis un an, c'est aussi l'objet des résultats que nous avons atteints lorsque nous avons réussi à réformer le régime des travailleurs détachés. C'était la première fois qu'il y avait une ambition sociale traduite dans les faits en Europe. Simplement certains, à ce moment-là, se sont abstenus et ont même voté contre. Ils se disent pour une Europe de gauche, mais quand il y a un progrès, ils ne veulent pas y participer.

Q - Pour combattre l'Europe ultra-libérale justement, il y avait cette idée de la taxation des GAFA Google, Apple, Amazon, Facebook, - je rappelle que le patron de Facebook France sera sur Europe1 ce soir- Bruno Le Maire est clairement dans une situation d'échec sur cette taxation des GAFA ?

R - Pas du tout. D'ici la fin de l'année, il y aura une décision européenne sur la taxation des GAFA.

Q - Mais l'Allemagne n'en veut pas !

R - L'Allemagne a demandé du temps. Nous avons le même constat et la même analyse avec l'Allemagne, comme souvent.

Q - C'était une priorité absolue disait Bruno Le Maire.

R - C'est une priorité absolue et cela se fera. Si cela ne se fait pas au niveau européen, c'est déjà en train de se faire au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie, en Inde, à Singapour. Il faut que l'Europe avance unie, cela se fera en décembre.

Très souvent avec l'Allemagne qu'est-ce qui se passe ? Les constats sont les mêmes, les analyses sont les mêmes, simplement il y a une situation politique en Allemagne aujourd'hui qui est très compliquée, ce qui n'est pas le cas en France, et l'Allemagne est plus lente. L'Europe, ce n'est pas la France en grand, ce n'est pas non plus l'Allemagne en grand, nous allons nous mettre d'accord, nous allons trouver une solution à la fin de cette année.

Q - Mais c'est quoi l'Europe ? Vous parlez d'avancer unis et de combattre une Europe ultra-libérale, les marchés fonctionnent bien sur l'Union européenne, mais la taxe GAFA n'avance pas, le budget de la zone euro n'avance pas. Concernant la question des migrants, au gouvernement on nous rappelle très souvent que les choses avancent et la situation ne semble pas se débloquer. L'armée européenne, je ne suis pas sûr que quelqu'un d'autre en Europe en veuille vraiment à part Emmanuel Macron.

R - On va parler de l'Europe de la défense. Il y a soixante ans que nous en avons parlé, nous Français, après l'avoir empêché dans les années cinquante. Depuis un an, cette Europe de la défense est en train de devenir une réalité, c'est-à-dire qu'il y a aujourd'hui à Paris, neuf pays avec la France qui sont en train de monter une initiative de ceux qui sont les plus volontaires et les plus capables d'intervenir ensemble. Il y a des fonds européens qui, à partir de maintenant, sont dédiés à faire de la recherche ensemble pour avoir des capacités communes. Il y a des entraînements communs, de la planification en commun, de l'évaluation de la menace en commun. Nous sommes en train de faire un Schengen militaire en Europe, tout cela n'avait jamais existé et c'est parti.

Q - Selon vous, les Français accepteront-ils ce retrait de souveraineté, un commandement militaire de neuf pays d'Europe ?

R - Ce n'est pas un retrait de souveraineté, c'est un ajout à notre souveraineté, parce que dans le monde dans lequel nous vivons, il n'y a pas de grands et de petits pays en Europe il y a des petits pays, et des pays qui ne savent pas qu'ils sont petits. Face aux grandes menaces, c'est ensemble qu'on peut les traiter. D'ailleurs aujourd'hui, quand nous sommes au Mali, nous sommes heureux que des soldats allemands, tchèques, estoniens soient à nos côtés.

Q - Mais sur la question du commandement, y aura-t-il un commandement unique dans cette armée européenne ?

R - Nous n'y sommes pas encore, nous avançons petit à petit, nous partons de rien. Aujourd'hui cela démarre, il y aura des matériels en commun, nous nous sommes mis d'accord avec l'Allemagne pour avoir un avion de combat en commun, un char en commun, tout cela n'existait pas et c'est parti.

Q - Concernant la question du Brexit, vous êtes en ce moment au Sénat pour faire valider ces ordonnances qui permettraient, en cas de non accord, en cas de Brexit dur, de régler rapidement des questions essentielles comme celles des Britanniques qui travaillent chez nous, comme celles des douanes. Aujourd'hui, se dirige-t-on vers un Brexit sans accord ?

R - Nous faisons tout pour avoir un accord, mais un bon accord, pas n'importe lequel, un accord qui protège nos intérêts.

Q - On bloque sur la frontière irlandaise !

R - Oui mais la frontière irlandaise, ce sont deux choses essentielles, c'est la paix, parce que souvenez-vous en Irlande du Nord, la guerre, - ce que l'on a appelé pudiquement les troubles, c'est-à-dire des morts - et les accords de paix en Irlande du Nord ont fonctionné parce que la République d'Irlande et le Royaume-Uni étaient tous les deux dans l'Union européenne. Si vous retirez cette condition, cela fragilise tout ; il faut donc que l'on s'en sorte. Mais l'Irlande, c'est aussi l'accès des produits britanniques dans le marché européen et cela ne peut pas se

faire à n'importe quelle condition si demain les Britanniques ne respectent pas les mêmes règles que nous. C'est donc un point essentiel, ce n'est pas encore réglé, Michel Barnier l'a encore dit cet après-midi, nous y travaillons, nous faisons tout pour que cela fonctionne, mais pas au détriment des intérêts des Français, des Européens, des citoyens et des entreprises. Donc on se prépare aussi, au cas où cela ne fonctionnerait pas, au cas où il n'y aurait pas d'accord, il est hors de question de ne pas être prêts le 30 mars. C'est la raison pour laquelle nous allons légiférer par ordonnances pour les Français, pour les entreprises, pour le tunnel sous la Manche, pour l'Eurostar, pour toutes ces raisons-là./.